

PRISE EN CHARGE DES PERSONNES ÂGÉES

Le mouvement associatif dénonce une marginalisation

L'Association d'aide et de soutien aux personnes âgées a dénoncé hier la marginalisation vécue par cette tranche vulnérable de la société. L'association attire l'attention sur les véritables problèmes et interpelle tous les acteurs qui ont la charge de la protection de ces personnes pour la mise sur pied de nouvelles actions et de nouveaux comportements.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Lors des travaux d'une journée d'études de l'association ainsi que des spécialistes, médecins et psychologues se sont orientés vers l'élaboration d'une série de recommandations à même de faciliter le quotidien des personnes âgées. Ils ont évoqué toutefois l'urgence de se pencher sur les conditions de prise en charge.

Ces dernières, selon les intervenants, contrairement aux autres couches de la population, nécessitent des soins spécifiques et des droits. Ils noteront aussi qu'il est indispensable d'inclure dans les

futurs débats sur le sujet les retombées du prolongement de l'espérance de vie, les effets du vieillissement et leur accompagnement structurel et social ainsi que les réflexions cliniques et ethniques pour une meilleure prise en charge.

«Les effets de la solitude et de la précarité doivent être brisés. Tout ce travail reste à faire», ont assuré les membres de l'association, qui mettent également en avant le projet de réseau de soins notamment pour la maladie d'Alzheimer comme le dit le professeur Meriem Bendib, présiden-

te d'Alzheimer club. Ceci à l'effet d'organiser des consultations mémoires à travers tout le territoire national.

«Nous devons nous concerter et travailler ensemble. Le médecin généraliste à titre d'exemple doit reprendre son rôle entre le malade et le spécialiste», a déclaré l'intervenante, évoquant par ailleurs la nécessité d'aller vers une série d'actions en faveur des personnes âgées telles que la lutte contre l'analphabétisme, utiliser les compétences des personnes volontaires et bénévoles, organiser des activités d'intérêt général.

«Nous devons savoir qu'Alzheimer est un problème de santé publique auquel nous devons réfléchir et aller vers une prise en charge multidisciplinaire. Ceci pour une prise en charge adaptée aux personnes atteintes», a souligné l'intervenante. Pour sa part, le professeur Amara a souli-



Photo : DR

Les personnes âgées nécessitent des soins spécifiques.

gné la nécessité d'intégrer les personnes âgées dans la société active, de leur fournir un environnement adapté. Ceci d'autant que ce sont des personnes qui perdent leur autonomie, a expliqué le pro-

fesseur, qui évoquera l'encouragement des familles pour la prise en charge des seniors ainsi qu'un système de retraite qui préserve leur dignité.

F.-Z. B.

PRISE EN CHARGE DES MALADES MENTAUX

Des capacités d'accueil insuffisantes

Les capacités d'accueil des malades mentaux sont limitées et les infrastructures spécialisées demeurent insuffisantes en Algérie. C'est le constat fait par le professeur de psychiatrie et de psychologie médicale, Mohamed Tedjiza, qui plaide pour une meilleure qualité de formation.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Pour le chef de service psychiatrie à l'hôpital Drid-Hocine et président de la Société médico-psychologique algérienne, P^r Mohamed Tedjiza, les capacités d'accueil des malades mentaux demeurent insuffisantes malgré les nombreux projets lancés. «Les structures d'accueil sont surchargées et nous travaillons à saturation d'autant que ce type de soins est de longue



Photo : DR

De nombreux malades errent dans les rues.

durée», précise-t-il hier, au forum DK News à Alger.

Il estime que la conversion des plans et projets en mesures opérationnelles sur le terrain cause problème. «Il faut prendre les mesures adéquates et impliquer les gens du

terrain. Il faut aussi un cadre institutionnel approprié et des moyens logistiques et humains. Il est question d'investir sur l'humain et la qualité de formation», dit-il. Evoquant les soins, le spécialiste souligne l'importance de l'implica-

tion du cercle familial du malade qui doit accompagner le traitement. En l'absence de la famille, «le sujet rechute à 40% durant la première année et à 15% durant la deuxième année», précise-t-il. Toutefois, il reconnaît qu'il y a de moins en moins de tolérance dans la famille envers les malades mentaux.

Une intolérance générée selon lui, par l'exiguïté des logements. «Il y a l'appréhension des membres de la famille à dormir sous le même toit que le malade mental», explique-t-il.

Un rejet qui conduit souvent vers la «désocialisation» chez le malade mental. «Le sujet abandonne son traitement et se désintéresse de tout ce qui l'entoure sous un fond d'hostilité et de morosité», dit-il encore.

Le président de la Société médico-psychologique algérienne rappelle la courbe ascendante de

l'incidence des maladies mentales dans le monde et en Algérie. Il cite ainsi quelques causes notamment les années du terrorisme, la violence, la crise sociale, le chômage, l'exiguïté, la précarité sociale, l'exclusion, l'incivisme, ... Autant de «socio-pathies» qui ne peuvent ne pas laisser de séquelles.

Décrivant la santé mentale comme l'élément essentiel de la santé, l'intervenant indique que chez l'individu, elle est relative à ses conditions sociales, à ses désirs et à ses aspirations.

Sa sauvegarde est ainsi basée sur la prévention. «Se prévenir dès le départ des maladies mentales, dépister et traiter précocement les cas déclenchés pour éviter qu'ils s'aggravent, et réadapter les cas en phase post-psychotique grâce à des programmes d'entraînement», explique encore le P^r Mohamed Tedjiza.

R. N.

RESSOURCES EN EAU

Seata : après les scandales, la dissolution

Devant les scandales qui l'affectent depuis des mois, la Société de l'eau et de l'assainissement d'El Tarf et Annaba (Seata) a fini par être dissoute, indiquent des sources proches de la tutelle.

Cette décision est synonyme de réintégration de toutes les activités, les quelque 2600 travailleurs ainsi que le patrimoine mobilier et immobilier à l'Algérienne des eaux (ADE) et l'Office national de l'assainissement, leurs entreprises d'origine, avant la création de la Seata en 2008.

Lors de sa dernière visite de travail en septembre dernier à Annaba, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, avait indiqué qu'il suit de près les développements de l'affaire, une question du *Soir d'Algérie*, sur les scandales apparus au grand jour durant les derniers mois, éclaboussant cette société publique. Il avait tenu à préciser que «des décisions seront prises avant la fin de l'année en cours».

Les problèmes de gestion de la Seata ont, en vérité, commencé à apparaître en 2012 au lendemain de la dissolution du contrat de partenariat avec les Allemands de Gelsenwasser. Ainsi au lieu de prospérer, la société commençait à faire face à des pratiques en totale contradiction avec la bonne et saine gestion qu'attendait le ministère de tutelle. Commença alors la mise à sac du patrimoine mobilier, immobilier et autres biens de la société. Celle-ci subissait des préjudices moraux et financiers. Saisis par un des cadres d'exécution de l'affaire du détournement de fonds pour un montant de 180 millions DA à la caisse de la Ménadia, les services de la brigade financière et économique ont rapidement réagi. La plainte, officiellement déposée par

la direction générale de la Seata, sera suivie de l'ouverture d'une information judiciaire.

Alerté, le ministère des Ressources en eau a ordonné un audit externe, celui interne ne l'ayant pas satisfait.

Pour la tutelle, il fallait situer les responsabilités non seulement dans l'acte du détournement, mais aussi en ce qui concerne l'ensemble des structures de la société à El Tarf et Annaba.

L'objectif étant de déterminer avec exactitude les responsabilités de chacun dans cette situation préjudiciable à la société. Ce sont les enquêteurs de la brigade économique qui seront les premiers à découvrir le pot aux roses, résultat des perquisitions effectuées à la direction commerciale et celle de la comptabilité et des finances. Ce qui devait entraîner, outre la suspension de fonctions de la chef de département et des deux caissières directement impliquées dans le

détournement de fonds, celle du directeur commercial.

Depuis, de rebondissement en rebondissement, l'affaire a pris des proportions attestant que depuis 2012, l'entreprise ressemblait à un bateau ivre.

Et pour cause, les déclarations faites par les témoins à charge et à décharge portant sur des opérations similaires à des pillages du patrimoine de la Seata.

Pratiquement, aucune structure n'a été épargnée par la mauvaise gestion ou les actes prémédités préjudiciables à l'entreprise. C'est ce qui aurait imposé au parquet d'ordonner l'extension des investigations dans les autres directions non seulement à la direction générale, mais également celles des 2 unités de Annaba et El Tarf. Les premiers éléments de l'enquête ont révélé que sous le couvert d'une bonne gestion, la direction commerciale s'est trop appuyée sur la chef de département auteure du détour-

nement. Du côté de la comptabilité finances, aucune opération de recette ou autre n'était conforme à ce qu'elle devait être. Que ce soit dans le domaine de la gestion du matériel, du mobilier et de l'immobilier et du recrutement, rien ne se faisait conformément aux dispositions réglementaires.

Sans organigramme, la Seata ne disposait pas également de règlement intérieur. La gestion malsaine du fonds des œuvres sociales riche de 240 millions/an, produits par la masse salariale, fait partie des cibles des policiers enquêteurs.

C'est pourquoi, la décision de dissolution de la Seata par le ministère de tutelle a été qualifiée par les salariés comme étant très pertinente.

Il s'agirait de mettre les choses à plat et de relancer la machine de la gestion déléguée de l'eau sur la base des expériences de l'Algérienne des eaux.

A. Bouacha